

LE CONGRÈS DES MAIRES. == LE GRAVE INCIDENT DE BERLIN

L'AFFAIRE DE BREST

L'opposition des socialistes ne gagne pas d'adhérents. Dans tous les votes où le sentiment national est en jeu, ils restent absolument seuls, et même c'est tout au plus s'ils se trouvent un complet. L'interpellation sur la révocation du maire de Brest en a donné une nouvelle preuve.

On se rappelle les faits que les interpellateurs socialistes ne sont pas arrivés à obtenir. Un cortège d'anciens combattants devait le 8 février porter une couronne au monument des morts pour la patrie. Le maire s'y est opposé sous prétexte qu'une telle démonstration pouvait amener une contre-manifestation et provoquer ainsi des désordres.

On louera ce noble souci d'éviter des troubles dans une ville qui a subi de si graves pertes. Mais on ne peut empêcher de remarquer que ces troubles ne pouvaient en fait venir que d'une contre-manifestation antipatriotique, laquelle ne pouvait venir que des partisans du maire lui-même.

M. Goude a essayé de noyer cette vérité dans un torrent d'explications à côté; mais il n'a pu la faire perdre de vue. D'ailleurs, le sentiment national, celui qui a suffi, c'est l'arrêt du maire, qui a soulevé à la lecture une indignation à laquelle tout le pays s'associera. Le voici, dans toute sa simplicité :

« Il est fait défense à la section brestoise de l'Union nationale des combattants de sortir en cortège pour se rendre à la messe le dimanche 8 février pour la patrie, cette sortie en cortège étant de nature à compromettre la tranquillité. »

M. Steeg avait partie gagnée après la lecture de ce document.

Les paroles qu'il a ajoutées n'ont pourtant pas été inutiles. Il est bon qu'on sache que le sentiment national des morts de la guerre ne saurait être subordonné à la bonne volonté de tel ou tel groupe hostile. « Qu'il puisse exister de tels groupes hostiles, a dit M. Steeg, c'est pour nous tous un sujet de stupéfaction et de douleur; mais que le maire d'une grande ville témoigne vis-à-vis d'eux d'une déloyauté, c'est ce que traitent un ministre de l'Intérieur et un ministre de la Guerre. »

Autant interdire aux honnêtes gens de sortir la nuit sous prétexte qu'ils sont cause des attaques nocturnes auxquelles se livrent contre eux les apaches qui les guettent.

Le ministre a été, avec raison, applaudi par toute la Chambre. M. Steeg, dit l'« Humanité », est descendu « au niveau de la majorité ». M. Maréchal le contraindra de fleurs s'il était « descendu » au niveau du maire de Brest.

L'attitude à prendre, en fait de manifestations extérieures, a été précisée clairement. On peut et on doit se montrer réservé et désemparé quand il s'agit de manifestations politiques, susceptibles de troubles. Mais il n'est pas admissible qu'on entrave celles qui ont un but manifestement respectable et noble, comme l'hommage aux morts pour la France, sous le prétexte, déjà injurieux en soi, qu'elles ne placent pas à tout le monde. Les vers du poète sont ici la sagesse même :

Ceux qui placent sont morts pour la patrie
C'est droit qu'à leur tombeau la foule vienne et prie.

L'INCIDENT DE BERLIN

Le prince Joachim Albrecht de Prusse et un officier mis en détention préventive. Bruxelles, 8 mars. — On mande de Berlin : Le ministre de la défense de l'Empire a décidé que le prince Joachim Albrecht de Prusse et le capitaine Von Platten, tous deux mêlés à l'incident de l'hôtel Adlon, seraient mis provisoirement en détention préventive. Un démenti du prince prussien.

Bruxelles, 8 mars. — On mande de Berlin : Le prince Joachim a, devant le représentant de l'Agence Wolff, contesté qu'il ait été mêlé à l'incident de l'hôtel Adlon. Il a été rétorqué qu'il n'avait nullement pu suivre, à-t-il dit, le colonel de l'incident, attendu qu'un assez grand nombre de personnes se trouvaient entre sa table et celle des officiers français. Il a ajouté qu'il n'avait lancé aucun objet.

LES QUOTIDIENNES

LA GRÈVE NOIRE

Après la grève des cheminots, la grève des mineurs. L'état de grève menace de devenir l'état ordinaire de notre pays. Si nous n'évitions pas d'être obligés de produire pour surmonter les difficultés économiques que nous assuillent et pour nous sauver de la faillite, cette situation, quoique grave, naturellement, ne nous apparaît pas cependant sous un jour alarmant et comme génératrice de catastrophes nationales.

En période normale, quand le pays est vigoureux, les crises sociales peuvent retarder son développement, mais elles ne menacent ni son avenir, ni surtout son existence. Aujourd'hui, la France, affaiblie par une atroce et longue guerre, ne serait pas capable de supporter les attaques répétées d'une maladie sociale dont les ravages finirait bien vite par ruiner complètement son organisme débilité.

Si c'est ce résultat que visent les meneurs de la classe ouvrière, qu'ils aient donc le courage et le cynisme de proclamer avec Lénine « qu'on a le droit de souhaiter la défaite de son propre pays pour assurer le triomphe de la révolution! »

Le système de la grève à jet continu, de la grève à outrance, que les extrémistes semblent vouloir instaurer chez nous contre les véritables intérêts des travailleurs, n'a pas, ne peut pas avoir d'autre aboutissant logique, il ne faut pas se laisser de le répéter, que l'impossibilité matérielle pour la France de se relever à cause de la ruine de son industrie et de son commerce. Que la masse des travailleurs n'envisage pas la question sous cet aspect terriblement réel, cela ne fait aucun doute. Mais les grévistes, n'ont pas, ne peuvent pas avoir d'autre aboutissant logique, il ne faut pas se laisser de le répéter, que l'impossibilité matérielle pour la France de se relever à cause de la ruine de son industrie et de son commerce. Que la masse des travailleurs n'envisage pas la question sous cet aspect terriblement réel, cela ne fait aucun doute. Mais les grévistes, n'ont pas, ne peuvent pas avoir d'autre aboutissant logique, il ne faut pas se laisser de le répéter, que l'impossibilité matérielle pour la France de se relever à cause de la ruine de son industrie et de son commerce.

LE MARIAGE DE GEORGES CARPENTIER



CARPENTIER & SA FEMME

Choses & Autres

La mort du grand archéologue que fut M. Dieulafoy nous rappelle une anecdote et un souvenir sans doute l'origine du costume masculin auquel Mme Dieulafoy n'avait jamais renoncé.

C'était en 1870; ils venaient de se marier quand la guerre éclata. M. Dieulafoy partit de s'engager; sa jeune femme répondit : « Si tu pars, je pars avec toi. Je m'habillerai en homme et je saurai être un bon soldat. »

Emu et touché de cet attachement, M. Dieulafoy consentit, et quelques jours plus tard, tous deux signèrent un engagement volontaire que M. de Cathelineau forma en Vendée.

Tout alla bien pendant deux ou trois jours, mais la bien physique du compagnon de M. Dieulafoy évilla les soupçons. On les appela; ils furent interrogés et l'engagement de Mme Dieulafoy fut annulé.

« En combien de temps peut-on faire aujourd'hui le tour du monde? »

« Un de nos confrères des Etats-Unis vient de l'effectuer en 60 jours. Mais il n'usa comme moyen de transport, que du chemin de fer et du bateau. Peut-être eût-il raccourci son voyage en utilisant l'aéroplane et l'automobile sur certains points du parcours. »

« Quel qu'il en soit, le record est encore battu par le Lieutenant-colonel anglais Burnley-Campbell, qui, en 1907, mit 42 jours à accomplir l'exploit de Philéas Fogg. Il assure même qu'une erreur de direction lui fit perdre 3 jours. »

L'esprit français.

— Comment expliquez-vous, demandant-on à la comtesse Diane, que tant de maris disent que leur mariage est un enfer?

— Parce que les femmes se divisent en deux classes; celles qui n'obéissent pas et celles qui commandent.

— Et que, dans un cas comme dans l'autre, les maris ne se résignent pas?

— Evidemment...

Le sceptique est comme l'insensé qui voudrait, en fermant les yeux, anéantir le soleil. — (Hugonin).

LE MEMORANDUM ÉCONOMIQUE DES ALLIÉS

Les modifications réclamées par la France

Paris, 8 mars. — On croit savoir que les nouvelles modifications au texte du memorandum économique, qui sera remis aux Alliés, avant le 10 mars, ne seront pas de nature à satisfaire la France. Le memorandum établit qu'il devra être consenti à l'Allemagne, jusqu'au début de l'automne prochain, un emprunt minimum de 42 milliards de marks en or. Il demanderait également une modification du régime d'occupation des pays rhénans. Il fera encore mention qu'au cas où le plébiscite en Haute-Silésie tournerait à la défaveur de l'Allemagne, celle-ci se verrait dans l'obligation d'interrompre immédiatement toutes les livraisons de charbon à la France.

La personnalité qui a donné ces renseignements, a ajouté : « Si le bien-fondé de nos desiderata n'est pas reconnu, l'Allemagne déposera en automne son bilan et proclamera la banqueroute. »

LES GRÈVES

La Grève Générale de l'Industrie Textile

A ROUBAIX, TOURCOING, LANNY RONCA, HALLUIN, MOUSRON

décidée pour le mercredi 10 mars par les Syndicats adhérents à la C.G.T.

On se souvient que, le jeudi 5, l'assemblée des ouvriers appartenant aux syndicats textiles de Roubaix-Tourcoing, Lanny, Ronca, Halluin, Mousron, adhérents à la C.G.T., a voté, à l'unanimité, de décider la grève générale pour le mercredi 10, si la médiation de M. l'inspecteur divisionnaire du travail, qui devait s'exercer dans l'après-midi, ne produisait pas de résultat.

Cette décision a été, dès ce matin, 8 mars, rendue effective par une affiche signée des syndicats adhérents à la C.G.T.

Depuis l'assemblée du 5, le Consortium de l'Industrie Textile avait publié une déclaration que nous avons reproduite dimanche. Elle faisait connaître qu'il renouvelait ses instances auprès des pouvoirs compétents, en vue du fonctionnement des commissions chargées de constater périodiquement le coût de la vie, conformément au rapport adressé par le ministre du Travail au Président de la République.

Il s'engageait à augmenter la prime de vie chère, actuellement en vigueur, parallèlement avec l'écart qui serait constaté.

De plus, le Consortium décidait de généraliser les allocations aux chargés de famille et d'augmenter le taux. A dater du 1er mars, un sur Salaire de un franc par jour de travail et par enfant au-dessous de 13 ans, était accordé à tout chef de famille.

Ces conditions ne sont pas acceptées des syndicats adhérents à la C.G.T.

L'Affiche par laquelle ces syndicats décident la grève générale, dit que « sur la question principale de l'augmentation des salaires, les patrons s'accrochent, sans la promesse d'une indemnité de vie chère dont le montant n'est pas en leur faveur. Les syndicats décident qu'ils auront fourni aux patrons, s'ils avaient accepté de discuter avec les délégués des syndicats, les chiffres du coût actuel de la vie ouvrière. L'Affiche qualifie le sur Salaire aux chefs de famille de « variable bluff » parce que, y est-il dit, « si le profit qu'un nombre restreint, qu'il constituerait un moyen de pression, et que les patrons embourberaient de préférence les édifices ou des hommes mariés sans enfant. Il sera

La Question Turque

L'OCCUPATION DE CONSTANTINOPLE

Paris, 8 mars. — La plupart des journaux expriment leur profond étonnement de ce que la presse britannique ait lancé de nouvelles de l'occupation prochaine de Constantinople, alors qu'on sait, en vertu de l'armistice, que la capitale turque n'a jamais cessé d'être occupée par les Alliés, sous le commandement du général Franchet d'Espèrey.

Les forces navales. — Les Etats-Unis ne participent pas à l'occupation de Constantinople.

De la « Chicago-Tribune » : Huit nouveaux contre-torpilleurs modernes forment l'escadre britannique du Bosphore, et on annonce qu'une flottille est maintenant en route pour les Dardanelles, venant de Malte.

On croit que M. Nitti insistera pour qu'un détachement italien soit envoyé de suite à la Corne d'Or.

Les Etats-Unis ne participent pas à l'occupation militaire de Constantinople, déclare-t-on dans les sphères officielles. Il se peut qu'un croiseur américain se rende dans le Bosphore, mais il ne débarquera pas de fusilliers-marins dans la capitale turque et ne participera en aucune façon à l'occupation.

LA REPRISE DES RELATIONS ENTRE LA FRANCE & LE VATICAN

Montpellier, 8 mars. — L'« Eclair de Montpellier » publie la dépêche suivante de son correspondant particulier de Rome : J'apprends d'une source de premier ordre que la reprise des relations entre la France et le Saint-Siège est imminente. On affirme que ce n'est peut-être plus qu'une question de jours. Le premier nonce de la réconciliation serait Mgr Ceretti, sous-secrétaire des affaires étrangères, qui fut l'envoyé extraordinaire du Saint-Père à la Conférence de la Paix, pour traiter la question des missions allemandes. Le premier ambassadeur de France à Rome serait M. Cambon.

INFORMATIONS

LE TRAFIC DE LA MONNAIE D'ARGENT
Toulon, 8 mars. — Deux individus qui se présentaient comme les représentants de la Banque de France, ont été arrêtés par la police de Toulon, après avoir tenté de vendre des pièces d'argent au public.

LES OUVRIERS RECLAMENT LE REPOS HEBDOMADAIRE
Paris, 8 mars. — L'Amicale des anciens militaires de la garde républicaine a arrêté les questions qui seront discutées lors de son assemblée générale du 25 avril prochain, et parmi ces questions figure celle du repos hebdomadaire. Un questionnaire a été distribué, et les réponses sont attendues.

UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT
Paris, 8 mars. — On mande de Copenhague qu'un détachement de la garde britannique a arrêté un individu qui tentait d'enlever le roi de Danemark à Copenhague.

LE DÉPART À DIEDRAH
Djeddah, 8 mars. — Le croiseur français « Dédale », est parti pour la mer Rouge.

LES DÉMOS INDÉSIRABLES
Londres, 8 mars. — On mande de Copenhague qu'un détachement de la garde britannique a arrêté un individu qui tentait d'enlever le roi de Danemark à Copenhague.

LE DÉPART À DIEDRAH
Djeddah, 8 mars. — Le croiseur français « Dédale », est parti pour la mer Rouge.

LES DÉMOS INDÉSIRABLES
Londres, 8 mars. — On mande de Copenhague qu'un détachement de la garde britannique a arrêté un individu qui tentait d'enlever le roi de Danemark à Copenhague.

LES ATROCITÉS TURQUES

15.000 Arméniens ont été massacrés. Londres, 8 mars. — M. Lloyd George a déclaré que selon les dernières nouvelles, le nombre des victimes massacrées en Arménie atteint environ 15.000.

Démision du Cabinet turc
Constantinople, 8 mars. — Le Cabinet est démissionnaire. Le ministre de la marine du Cabinet démissionnaire est chargé de former le nouveau Cabinet.

Des renforts sont envoyés au général Gouraud
Londres, 8 mars. — Répondant à lord Robert Cecil, M. Lloyd George a dit : « Le gouvernement français a pris des mesures pour envoyer de puissants renforts au général Gouraud, afin de rétablir la situation et d'empêcher de nouvelles attaques contre les Arméniens en Cilicie. Il a envoyé des navires français à Mersina. Les gouvernements français, italien et britannique ont envoyé au lieutenant-général, à Constantinople, des instructions identiques pour qu'ils agissent immédiatement et avec énergie. »

Le maréchal Foch à Bruxelles

Bruxelles, 8 mars. — On assure, dans les milieux bien informés, que la visite du maréchal Foch a eu trait à l'occupation, par l'armée belge, de la rive gauche du Rhin. Il n'a pas été question, au cours des entretiens qui ont eu lieu à Bruxelles, de la question d'une alliance militaire, comme l'ont prétendu certains journaux.

L'INCIDENT DE BERLIN

Paris, 8 mars. — L'« Intransigeant » reproduit une dépêche d'après laquelle le prince Joachim Albrecht de Prusse a été incarcéré.

Les Souverains belges se rendront à Londres le mois prochain

Bruxelles, 8 mars. — Selon les journaux, les souverains belges feront une visite officielle aux souverains anglais le mois prochain.

L'Arbitrage obligatoire et les Contrats de Travail

Une déclaration des bureaux des six groupes parlementaires
Paris, 8 mars. — Les bureaux des six groupes de la Chambre, réunis sur l'initiative de M. Barthou, ont déclaré à l'unanimité : 1. Le droit syndical consacré par la loi de 1904 n'est pas en cause et doit rester hors de toute atteinte; 2. Il faut organiser immédiatement l'arbitrage obligatoire de tous

LA CRISE DU COMBUSTIBLE

Nouvelles restrictions à Paris
Paris, 8 mars. — Afin d'économiser le charbon, un décret vient d'ordonner la fermeture des cafés et restaurants à 22 heures, et la fermeture des théâtres, cinémas ainsi que l'arrêt des services du Métro, à 22 heures.

LES FAMILLES NOMBREUSES dans les Vosges

Le premier prix, accordé par un Congrès catholique, est remporté par une famille de dix-huit enfants
Remiremont, 8 mars. — Les 40 prix de 1.000, 500 et 200 fr. décernés aux familles nombreuses et aux veuves ayant six enfants, par le 7^e Congrès catholique vosgien, a donné lieu à une belle manifestation patriotique. La famille Pletard, de Remiremont, a remporté le premier prix avec 18 enfants.

Les socialistes hostiles à l'incorporation de la classe 1920

Paris, 8 mars. — Une réunion organisée par la Jeunesse Socialiste, a eu lieu, lundi soir, dans la grande salle de la Maison des Syndicats, sous la présidence de M. Frossard. Plusieurs orateurs, notamment M. Cahen, Lion Blum et Laffont, se sont élevés contre l'incorporation de la classe 1920, et ont demandé le maintien de la classe 1918 sous les drapeaux, et se sont prononcés pour le démantèlement général. Un ordre du jour en ce sens a été voté à l'unanimité.

Une délégation de notables marocains à la foire de Lyon

Lyon, 8 mars. — Le général Lyautey, résident général de France au Maroc, a envoyé à la foire de Lyon, une délégation composée de notables marocains représentant toutes les régions du pays du protectorat. Cette délégation, accompagnée de M. Le-maire, contrôleur civil au Maroc, s'attache à créer un nouveau courant d'affaires entre la métropole et le pays de protectorat.

Une famille assassinée dans l'Isère

Grenoble, 8 mars. — A La Mure (Isère), une famille entière, composée du père, de la mère et de deux enfants, a été égorgée. Le fauconnier de Grenoble s'est rendu sur les lieux.

L'ORDRE REGNE A LISBONNE ET DANS TOUT LE PORTUGAL

Madrid, 8 mars. — Le ministre des Affaires étrangères annonce qu'il a reçu une dépêche du ministre d'Espagne, à Lisbonne, disant que la tranquillité matérielle est complète dans tout le Portugal.

DERNIÈRE HEURE

Le Congrès des Maires A PARIS

Création de sections régionales. — La déclaration de la tuberculose. — Le prochain Congrès se tiendra à Strasbourg.

Paris, 8 mars. — L'Association Nationale des Maires de France a tenu la séance d'ouverture de son Congrès annuel.

M. Doure, président de l'Association et maire d'Alain (Haute-Garonne), a adressé un hommage aux membres de l'Association, morts ou blessés, au service de la France, pendant le Congrès a commencé ses travaux.

En premier lieu, il fut décidé de créer des sections régionales ou départementales, complètement autonomes, ayant leur règlement particulier, chaque fois qu'un département pourrait réunir 50 adhérents. Puis, à l'unanimité, l'assemblée a décidé de réunir tous les deux ans, à Paris, une assemblée générale, qui fixerait la ville de province où se réunirait, l'année suivante, le Congrès.

L'assemblée générale seule aurait le droit de modifier les statuts.

Le Congrès de 1921 se tiendra à Strasbourg. L'assemblée a décidé un relèvement de cotisation et la création d'un droit d'adhésivité minimum de 2 francs pour tout adhérent nouveau.

Passant à la discussion des projets inscrits à l'ordre du jour, les congressistes ont approuvé un appel au Parlement, l'invitant à prononcer un vote d'un projet de loi sur la

Importantes décisions du Conseil suprême économique

Paris, 8 mars. — Les Gouvernements alliés se sont mis d'accord, lundi, sur les fonctions du Conseil suprême économique. Un coup de téléphone a été échangé, à Paris, l'approbation de M. Lloyd George aux modifications réclamées par le gouvernement français; priorité accordée au relèvement des régions libérées par rapport à celui des pays ennemis; facilité laissée à la Commission des réparations de prolonger le délai de quatre mois à partir de la signature du traité de paix qui a été accordé à l'Allemagne pour fixer le total des indemnités qu'elle payera.

LES ATROCITÉS TURQUES
15.000 Arméniens ont été massacrés. Londres, 8 mars. — M. Lloyd George a déclaré que selon les dernières nouvelles, le nombre des victimes massacrées en Arménie atteint environ 15.000.

Démision du Cabinet turc
Constantinople, 8 mars. — Le Cabinet est démissionnaire. Le ministre de la marine du Cabinet démissionnaire est chargé de former le nouveau Cabinet.

Des renforts sont envoyés au général Gouraud
Londres, 8 mars. — Répondant à lord Robert Cecil, M. Lloyd George a dit : « Le gouvernement français a pris des mesures pour envoyer de puissants renforts au général Gouraud, afin de rétablir la situation et d'empêcher de nouvelles attaques contre les Arméniens en Cilicie. Il a envoyé des navires français à Mersina. Les gouvernements français, italien et britannique ont envoyé au lieutenant-général, à Constantinople, des instructions identiques pour qu'ils agissent immédiatement et avec énergie. »

Le maréchal Foch à Bruxelles

Bruxelles, 8 mars. — On assure, dans les milieux bien informés, que la visite du maréchal Foch a eu trait à l'occupation, par l'armée belge, de la rive gauche du Rhin. Il n'a pas été question, au cours des entretiens qui ont eu lieu à Bruxelles, de la question d'une alliance militaire, comme l'ont prétendu certains journaux.

L'INCIDENT DE BERLIN

Paris, 8 mars. — L'« Intransigeant » reproduit une dépêche d'après laquelle le prince Joachim Albrecht de Prusse a été incarcéré.

Les Souverains belges se rendront à Londres le mois prochain

Bruxelles, 8 mars. — Selon les journaux, les souverains belges feront une visite officielle aux souverains anglais le mois prochain.

L'Arbitrage obligatoire et les Contrats de Travail

Une déclaration des bureaux des six groupes parlementaires
Paris, 8 mars. — Les bureaux des six groupes de la Chambre, réunis sur l'initiative de M. Barthou, ont déclaré à l'unanimité : 1. Le droit syndical consacré par la loi de 1904 n'est pas en cause et doit rester hors de toute atteinte; 2. Il faut organiser immédiatement l'arbitrage obligatoire de tous

LA CRISE DU COMBUSTIBLE

Nouvelles restrictions à Paris
Paris, 8 mars. — Afin d'économiser le charbon, un décret vient d'ordonner la fermeture des cafés et restaurants à 22 heures, et la fermeture des théâtres, cinémas ainsi que l'arrêt des services du Métro, à 22 heures.

LES FAMILLES NOMBREUSES dans les Vosges

Le premier prix, accordé par un Congrès catholique, est remporté par une famille de dix-huit enfants
Remiremont, 8 mars. — Les 40 prix de 1.000, 500 et 200 fr. décernés aux familles nombreuses et aux veuves ayant six enfants, par le 7^e Congrès catholique vosgien, a donné lieu à une belle manifestation patriotique. La famille Pletard, de Remiremont, a remporté le premier prix avec 18 enfants.

Les socialistes hostiles à l'incorporation de la classe 1920

Paris, 8 mars. — Une réunion organisée par la Jeunesse Socialiste, a eu lieu, lundi soir, dans la grande salle de la Maison des Syndicats, sous la présidence de M. Frossard. Plusieurs orateurs, notamment M. Cahen, Lion Blum et Laffont, se sont élevés contre l'incorporation de la classe 1920, et ont demandé le maintien de la classe 1918 sous les drapeaux, et se sont prononcés pour le démantèlement général. Un ordre du jour en ce sens a été voté à l'unanimité.

Une délégation de notables marocains à la foire de Lyon

Lyon, 8 mars. — Le général Lyautey, résident général de France au Maroc, a envoyé à la foire de Lyon, une délégation composée de notables marocains représentant toutes les régions du pays du protectorat. Cette délégation, accompagnée de M. Le-maire, contrôleur civil au Maroc, s'attache à créer un nouveau courant d'affaires entre la métropole et le pays de protectorat.

Une famille assassinée dans l'Isère

Grenoble, 8 mars. — A La Mure (Isère), une famille entière, composée du père, de la mère et de deux enfants, a été égorgée. Le fauconnier de Grenoble s'est rendu sur les lieux.

L'ORDRE REGNE A LISBONNE ET DANS TOUT LE PORTUGAL

Madrid, 8 mars. — Le ministre des Affaires étrangères annonce qu'il a reçu une dépêche du ministre d'Espagne, à Lisbonne, disant que la tranquillité matérielle est complète dans tout le Portugal.